	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

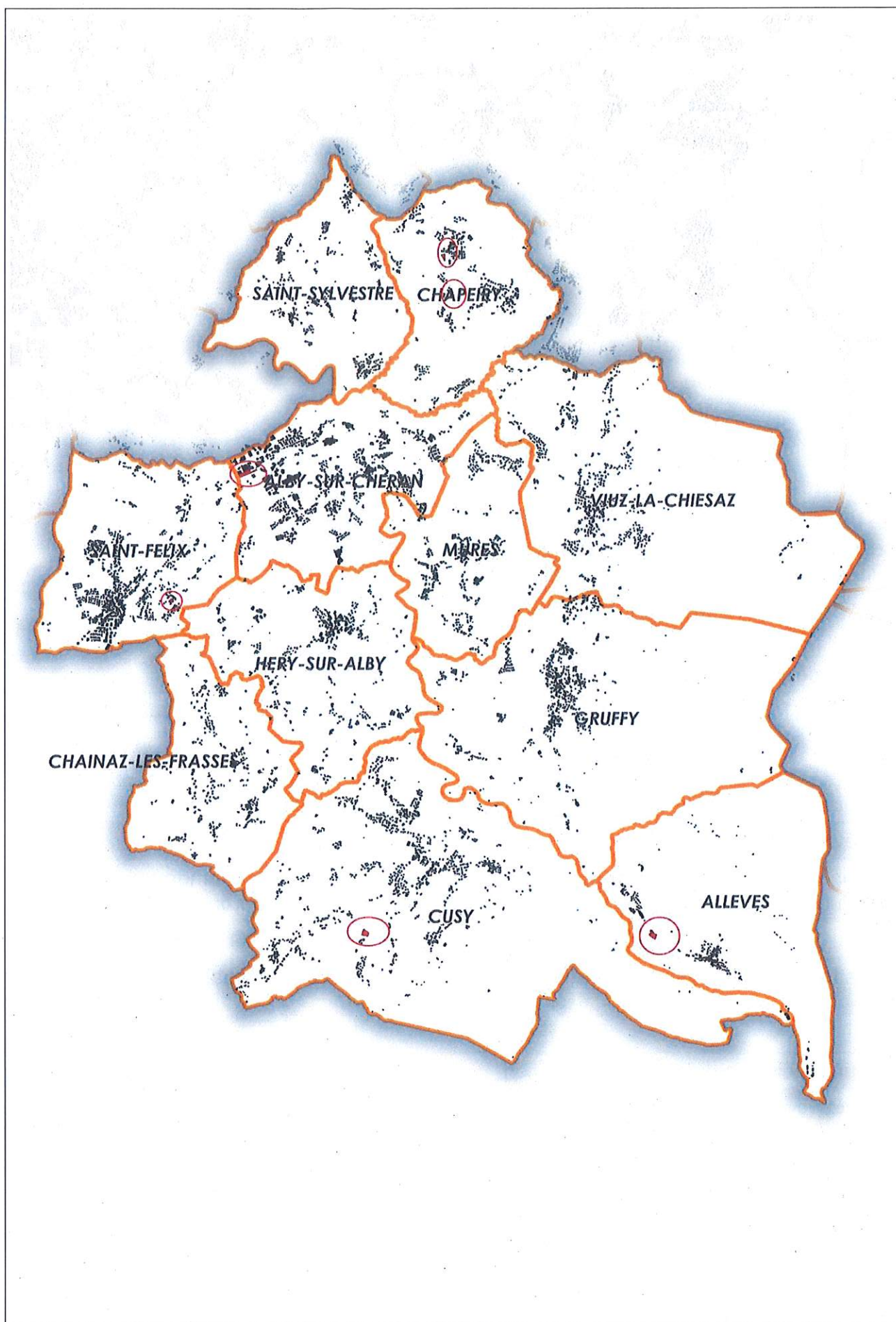
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Grand Annecy
SIRET/SIREN
200066793
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
46 avenue des Îles BP 90270 74007 Annecy cedex Téléphone : (+33) 4 50 63 48 48 Télécopie : (+33) 4 50 63 48 58 Email : aménagement@grandannecy.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame Frédérique LARDET, Présidente de la Communauté d'agglomération

Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Baret Nicolas chargé de mission urbanisme
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Maison pour la planète Route de Metz 74960 MEYTHET Téléphone : 07 62 50 95 31 Email : nbaret@grandannecy.fr
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLUI
2.2 Intitulé du document
PLUI du Pays d'Alby
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=6.016691974401367&lat=45.79560585132927&zoom=12&mton=6.021286&mlat=45.816811
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Pays d'Alby (74) :Alby-sur-Chéran, Allèves, Chainaz-les-Frasses, Chapeiry, Cusy, Gruffy, Héry-sur-Alby, Mûres, Saint-Félix, Saint-Sylvestre et Viuz-la-Chiesaz
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>P69 à 106 de la notice.</p> <p>Création d'une zone Nr, suppression d'emplacements réservés (ER3-32-23), modification du zonage agricole à Cusy, instauration de deux périmètres d'études à Saint Félix, déclassement de parcelles classées en Uc en A à Saint Sylvestre, modification du zonage à Chapeiry, Modification des OAP n°11-12-17-18-29, prise en compte des jugements du Tribunal administratif de Grenoble à Alby-sur-Chéran, Saint-Félix et Chapeiry.</p> <p style="text-align: center;"><u>Carte de localisation des zonages qui changent de destination.</u></p>

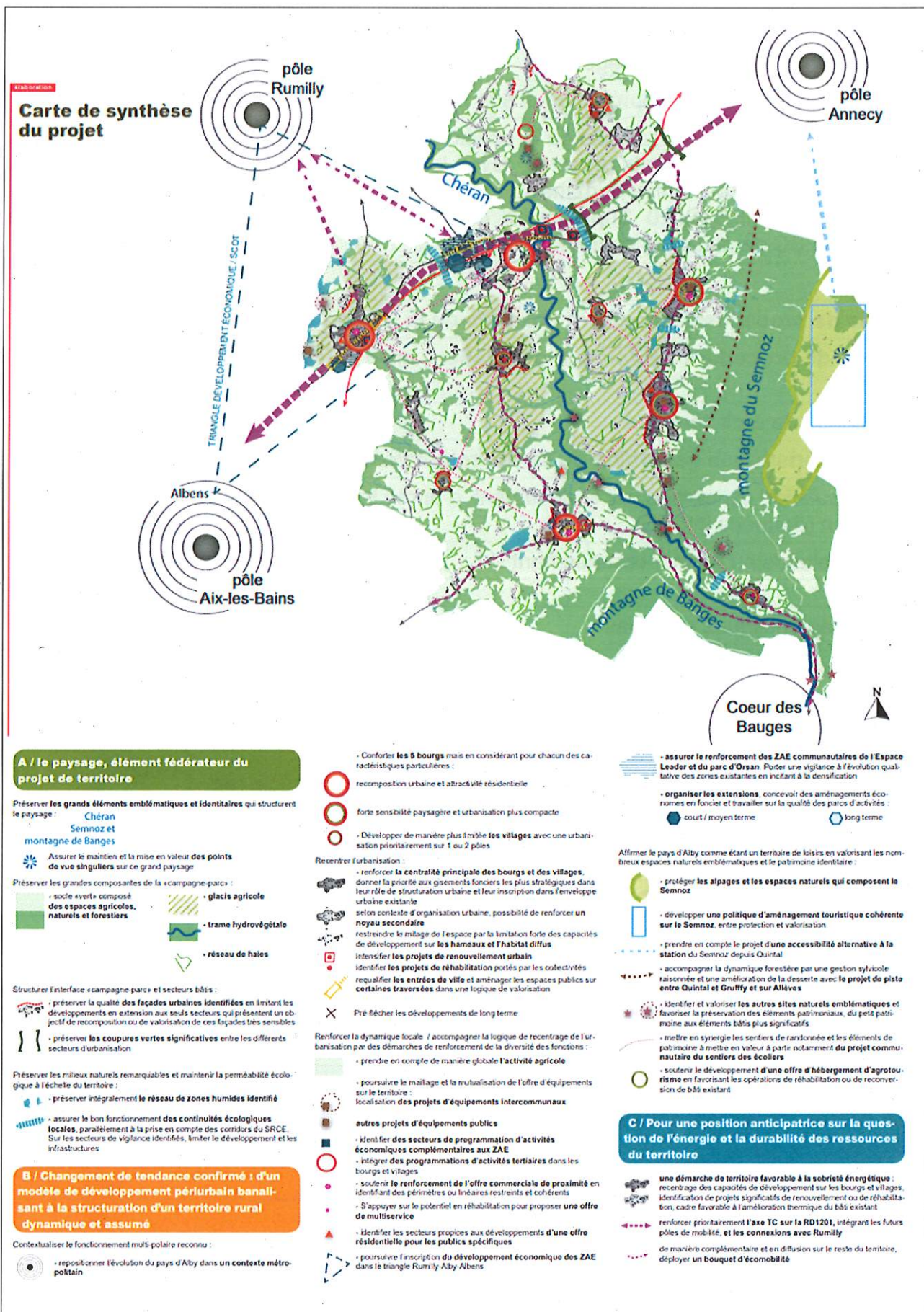


3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône Alpes le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT de l'Albanais approuvé en 2005
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
PCAET du Grand Annecy approuvé le 24 juin 2021
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLUi
Le PLUi a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
21 février 2017
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input checked="" type="checkbox"/> Oui

<input type="checkbox"/> Non
modification n°1 et révision allégée n°1
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
M1 : 29 mars 2018 Lever partielle de la servitude de projet de Combe à Alby-sur-Chéran, supprimer des emplacements réservés, revoir le phasage de certaines OAP, corriger des erreurs matérielles et clarifier certaines dispositions et définitions. RA1 : 17 décembre 2020 Suppression de 1900 m ² d'espaces boisés classés d'un ensemble EBC de plusieurs centaines d'hectares.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification de droit commun
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
14233 habitants au dernier recensement

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	PLUI H Pays d'Alby			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	742	7.65	742.1	7,65
zones 1 AU	49	0.5	42,4	0.43
zones 2 AU	7,8	0.08	7.8	0.08
zones A	4895,6	50.47	4902	50.54
zones N	4004	41.2	4004.1	41.2
Total	9698,5	100	9698,5	100
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
Carte de synthèse p 28-29 :				



Extrait du PADD p33 à 39 : L'objectif de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, déjà affiché dans le SCoT de l'Albanais en 2005, est réaffirmé de façon plus ambitieuse encore dans le PLUi 10 ans après. Il est en filigrane des 3 grandes orientations du PADD :

Orientation A/Le paysage, élément fédérateur du projet de territoire

Les objectifs en matière de préservation des grandes composantes de la "campagne-parc" et de structuration de l'interface avec les secteurs bâtis visent à composer une limite qualitative de l'enveloppe urbaine des bourgs et villages. L'identification de coupures vertes à préserver, en même temps qu'elles jouent un rôle écologique, permettent de contenir ces enveloppes bâties dans le paysage en limitant les développements en extension. Sur les façades urbaines les plus visibles, les extensions seront en particulier réduites aux seuls secteurs qui présentent un objectif de recomposition ou de valorisation.

Orientation B/ d'un modèle de développement périurbain banalisant à la structuration d'un territoire rural dynamique et assumé.

A travers ce projet, le territoire souhaite affirmer le changement de tendance amorcé avec le SCoT. Le PADD s'inscrit dans une dynamique démographique raisonnée et maîtrisée pour poursuivre un développement tout en préservant l'identité de bourgs et villages et la qualité du cadre de vie associée : maintien d'une croissance de +1,3% / an dans la continuité de la tendance constatée depuis 2006 sur le territoire mais marquant un ralentissement par rapport au rythme passé (2,26% sur la période 1999-2011). Le projet de territoire confirme l'armature urbaine du SCoT qui vise à conforter les 5 bourgs de façon différenciée selon les caractéristiques de chacun et à développer de manière plus limitée les villages.

En parallèle, le PADD affiche une logique globale de recentrage du développement urbain :

- en donnant la priorité aux gisements fonciers les plus stratégiques, dans leur rôle de structuration urbaine (centralité, limitation de la consommation de l'espace, amélioration de l'existant),
- en identifiant les projets de renouvellement urbain ou de réhabilitation sur les sites les plus stratégiques pour les soutenir et les intensifier,
- en restreignant le mitage de l'espace par la limitation forte des capacités de développement sur les hameaux et l'habitat diffus.

Des réflexions de projets urbains seront conduites sur tous ces secteurs stratégiques d'urbanisation, afin d'intégrer des principes de composition urbaine et paysagère, associés à une approche environnementale dans un objectif d'optimisation foncière et de qualité urbaine.

Le PLH mené conjointement avec le PLUi permet de confirmer que ces objectifs de modération de la consommation de l'espace et de la dynamique démographique constituent une alternative adaptée au territoire et aux besoins locaux. La réflexion particulière sur les produits logements, entre modération de la production individuelle pure et construction collective peu en phase avec la demande locale, sera intégrée à ces approches projets.

L'accompagnement de la logique de recentrage de l'urbanisation sur les bourgs et villages par des démarches de renforcement de la diversité des fonctions va également dans le sens de la modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain en organisant le développement d'espaces économiques, en étant

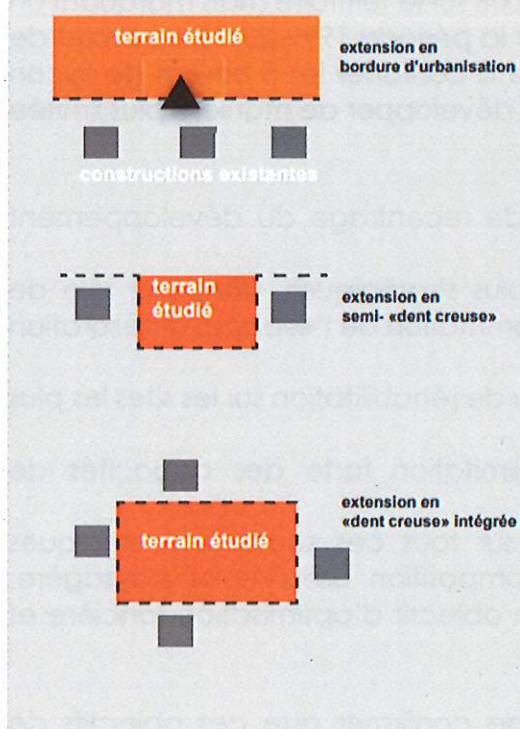
vigilant à l'évolution qualitative des zones existantes, en incitant à la densification et en veillant à la conception d'aménagements économes en foncier.

Orientation C / pour une position anticipatrice sur la question de l'énergie et la durabilité des ressources du territoire

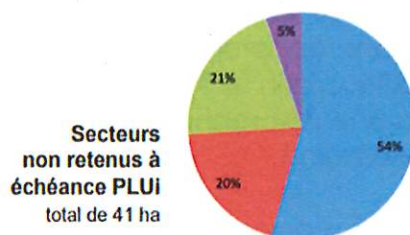
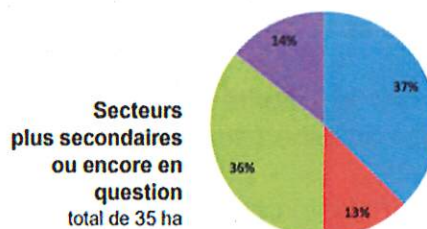
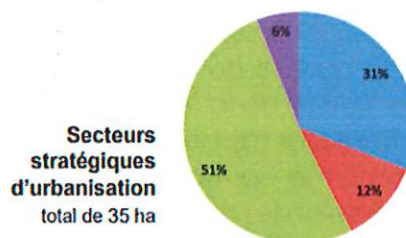
L'affirmation de la préoccupation énergétique contient l'objectif de modération de la consommation de l'espace qui contribue, à son échelle, à la lutte contre le réchauffement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre :

- un développement raisonné, plus économe en foncier et recentré permet de limiter autant que faire se peut les déplacements automobiles sur un territoire fortement dépendant de l'utilisation de la voiture individuelle,
- les formes urbaines plus compactes sont plus économes en énergie, la priorité donnée à la réhabilitation pour améliorer l'attractivité des bourgs et villages vise avant tout l'amélioration énergétique d'un bâti ancien très énergivore.

caractérisation du niveau d'intégration des gisements fonciers : comment se situe le terrain étudié par rapport à son environnement bâti ?



HABITAT / niveau d'intégration des terrains identifiés dans le tissu urbain en fonction des différents secteurs :



- Extension
- Semi dent creuse
- Dent creuse intégrée
- Renouvellement urbain

Le SCoT de 2005 définit pour le territoire de la CCPA une superficie maximum consommable pour l'extension de l'habitat à 2025 de 168 ha.

L'évaluation du SCoT à mi-parcours compte 42 ha de foncier consommé pour l'habitat sur la période 2004-2011. La mise à jour du bâti sur la période 2012-2016 estime à environ 11 hectares le foncier consommé. La superficie restante théorique pour l'habitat est donc de 115 ha (168 - 42 - 11).

HABITAT / L'analyse du gisement foncier élaborée en phase diagnostic de l'élaboration du PLUi, a comptabilisé 111 ha. de foncier disponible pour l'habitat dans les documents d'urbanisme alors en vigueur des 11 communes. Cette surface comprend :

- 35 ha de secteurs stratégiques d'urbanisation
- 36 ha de tènements de moins de 2000 m² ou de secteurs plus secondaires
- **40 ha classés en zone urbaine ou à urbaniser qui ne sont pas maintenus à l'échéance PLUi, correspondant donc à la réduction de plus d'un tiers des surfaces urbanisables à vocation habitat.**

Il ressort que plus de la moitié des secteurs stratégiques d'urbanisation sont situés en "dent creuse intégré" ou en renouvellement urbain, alors qu'à l'inverse plus de la moitié des secteurs en zone urbaine ou à urbaniser qui ne sont pas maintenus à l'échéance PLUi sont situés en extension par rapport au tissu urbain existant (Cf. diagrammes et schéma page ci-contre).

Cela témoigne de cet objectif global de recentrage de l'urbanisation à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante, et donc de lutte contre l'étalement urbain.

Ce dimensionnement permet de répondre au besoin en logement identifié pour maintenir la croissance démographique telle qu'elle a été constatée sur la période 2006-2010, soit 1,3% de croissance annuelle, rythme qui contribue à assurer un développement plus raisonné du territoire.

En effet, la capacité du gisement foncier a été estimée à 1 400 logements environ. Ce chiffre est supérieur au besoin en logements estimé à 950 logements dans le cadre du PLUi valant PLH.

Cela s'explique néanmoins par plusieurs raisons :

- 50% du foncier potentiel est encadré par une OAP. Cela représente 70% du potentiel en logements du territoire soit environ 980 logements. Les communes ont fixé des priorités d'urbanisation entre ces secteurs stratégiques qui laissent supposer que toutes ces OAP ne s'urbaniseront pas entièrement dans le temps du PLUi. Certaines sont par ailleurs couvertes par des servitudes de projet ou sont en attente d'une desserte par l'assainissement collectif pour être ouvertes à l'urbanisation. Ainsi, sur les 980 logements potentiels couverts par des OAP, on estime à 645 logements environ ceux qui sortiront effectivement dans les dix prochaines années.
- le potentiel en diffus, qui peut être en dents creuses ou en extension, a quant à lui été estimé à partir de moyenne de logements à l'hectare :

> 15 logements à l'hectare pour les tènements de plus de 2000 m²

> 8 logements à l'hectare pour les tènements de moins de 2000 m².

Cela correspond à un potentiel de 460 logements environ. Le scénario PLUi propose la prise en compte d'un coefficient de rétention de 30% sur ce foncier diffus uniquement, considérant que la totalité de ces secteurs classés U ne sera pas urbanisée dans le temps du PLUi. Cela correspond donc au final à un potentiel d'environ 320 logements.

Le potentiel dans le temps du PLUi est donc estimé à 965 (645 + 320) logements environ, même si le gisement foncier potentiel permet à long terme un nombre de logements plus important. Ce dimensionnement est cohérent avec l'estimation des besoins en logements.

ECONOMIE / En matière de développement économique, un principe de développement à surface constante a été retenu. Les seuls secteurs nouvellement classés en zone

économique (extension 1AUX Orsan couverte par une OAP, 1AUX Crêt Moutti couvert par une servitude de projet, et 2AU Crêt de Viry), compensent le déclassement de la zone de développement économique de Grands Champs affichés dans le PLU de Saint-Félix.

Au total, sur les 132 ha (= 111 ha habitat + 21 ha éco) de foncier effectif identifié dans les documents d'urbanisme locaux pour l'habitat et le développement économique, 91 ha (= 70 ha habitat + 21 ha économique) sont retenus et affichés au PADD. L'objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace est donc de 40 ha soit un tiers des surfaces économisées.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

- Adapter le règlement écrit suite à des retours d'expérience :
 - ajouter la définition des destinations et sous-destinations dans les définitions et sigles et dans chacune des zones ce qui est autorisé, autorisé sous conditions ou interdit ;
 - assouplir la règle concernant le nombre d'annexes en zones urbaines ;
 - préciser la règle concernant le triangle de visibilité ;
 - simplifier la règle des déblais/remblais ;
 - mettre en cohérence la hauteur des remblais avec la hauteur des murs de soutènement ;
 - permettre la pose de panneaux photovoltaïques en applique ;
 - adapter la pente de toit en fonction du contexte des communes des balcons de Semnoz ;
 - autoriser partiellement la réalisation de toitures terrasses ;
 - préciser la règle concernant les aires de stationnement ;
 - mettre à jour, modifier ou ajouter des définitions dans les définitions et sigles ;
- Adapter les objectifs de mixité sociale pour les communes de Cusy et de Gruffy ;
- Modifier le règlement écrit afin qu'il soit fait référence au zonage d'assainissement des eaux pluviales ;
- Créer une zone Nr à Allèves ;
- Modifier le règlement graphique pour prendre en compte les évolutions :
 - supprimer des emplacements réservés ;
 - modifier le zonage agricole à Cusy pour permettre un projet agricole ;
 - supprimer les périmètres d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG) expirés depuis mars 2022 ;
 - ajouter deux périmètres d'études à Saint-Félix ;
- Adapter les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) n° 11, 12, 17, 18 et 29 au contexte et les rendre plus opérationnelles ;
- Prendre en compte les jugements du Tribunal administratif de Grenoble
 - n°1806169 – PATTU : ASSOCIATION DE QUARTIER ALBY/SAINT FELIX et autres ;
 - n°1806219 – M. et Mme MOUILLE ;
 - n°1803940 – M. et Mme PIANET ;

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

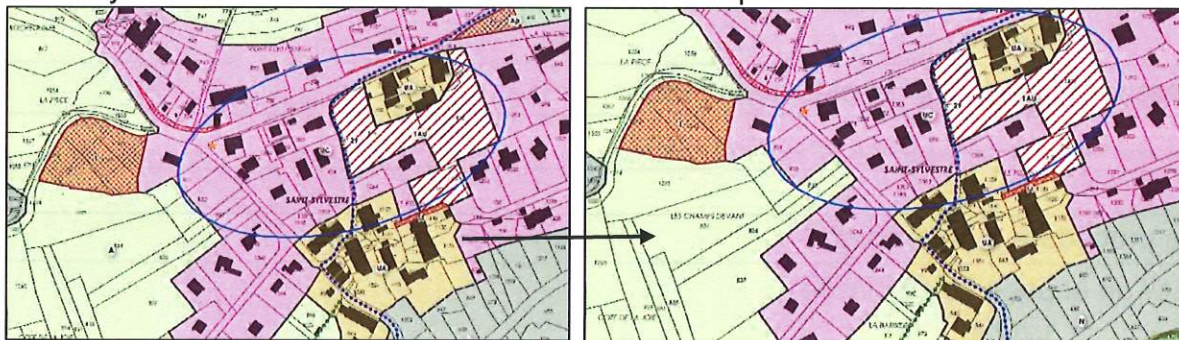
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui
<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers
<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Pattu à Alby-sur-Chéran : 7010 m² en 1AUx classés en Ap suite au jugement n°1806169 du TA de Grenoble avant/après



Saint Sylvestre : 871 m² en Uc classés en A avant/après



Chapeiry La Fruitière : 2282 m² de 1AU à Aprox avant/après



Annexe II

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

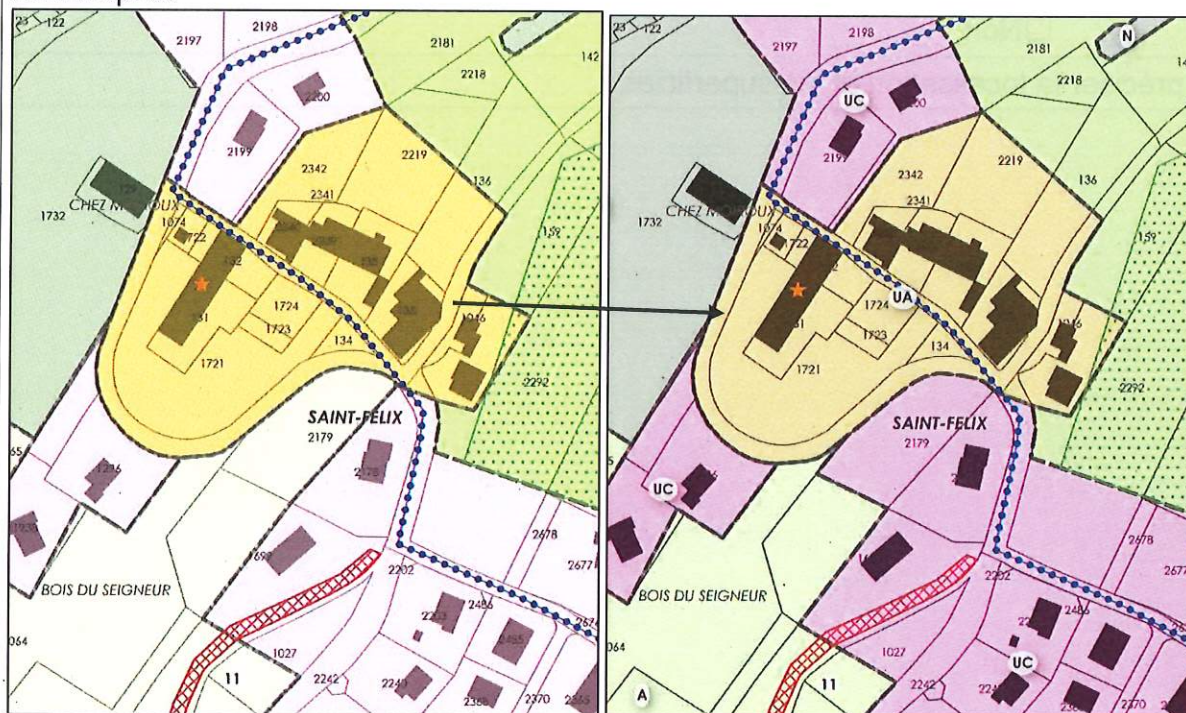
☒ Oui

☐ Non

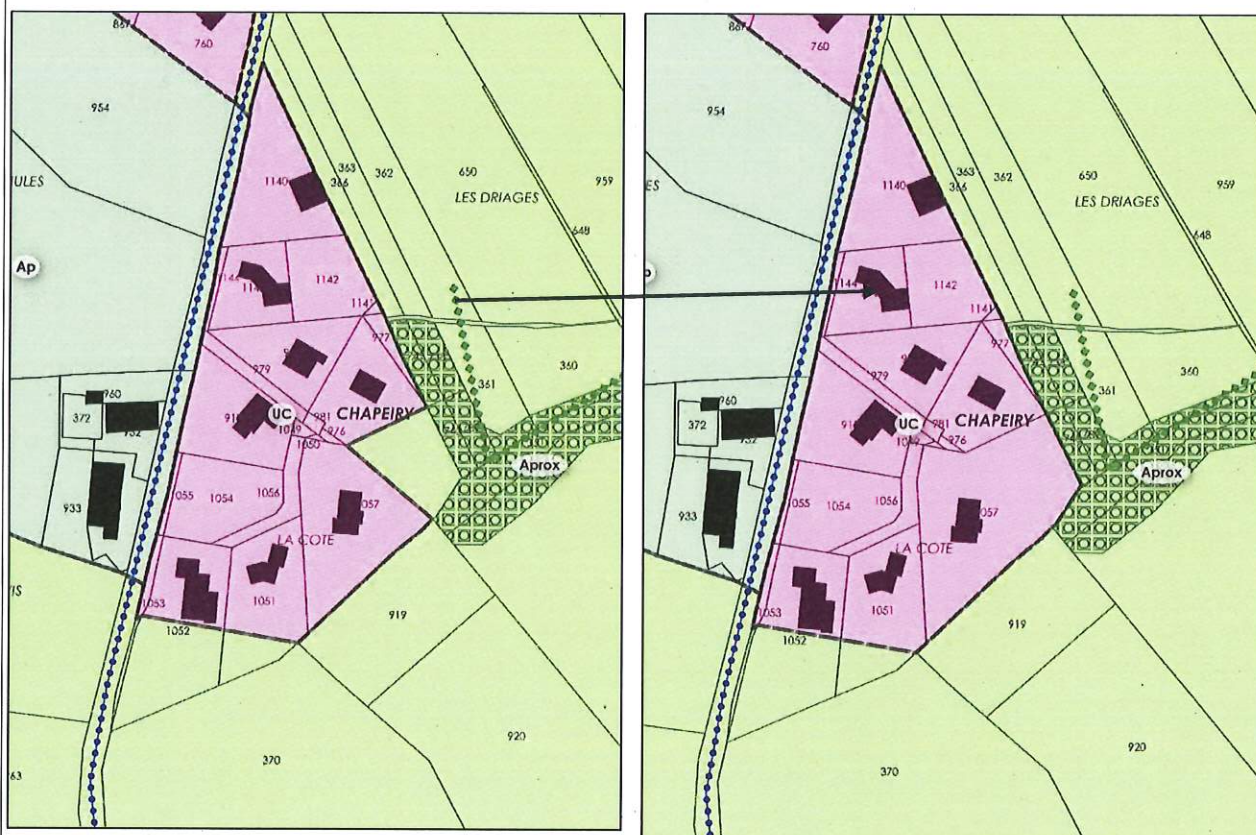
Si oui, préciser la localisation et les superficies

Annexe II

Saint Félix : 1532 m² de A à Uc suite au jugement n°1806219 du TA de Grenoble avant/après



Chapeiry : 963 m² de Aprox à Uc suite au jugement n°1803940 du TA de Grenoble avant/après



<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les communes de Cusy, Allèves, Gruffy et Viuz-la-Chiésaz sont soumises à la loi montagne
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZSC : Réseau de zones humide de l'Albanais (Saint-sylvestre / Saint-Félix / Alby-sur-Chéran / Viuz-la-Chiésaz / Cusy)
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site classé : Tours Saint-Jacques à Allèves (Allèves) Sites inscrits : Place du bourg et ses abords à Alby-sur-Chéran / Pont de l'abîme et ses abords (Gruffy / Cusy / Allèves) / Moulin et pont de Banges (Cusy / Allèves)
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Alby sur Chéran (28 Février 1997)

Annexe II

			Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Allèves (22 Novembre 1999)
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Inventaire départemental 74 : 66 zones humides au sein du PLUi d'Alby (74ASTERS0292 / 74ASTERS0030 / 74ASTERS0294 / 74ASTERS2244 / 74ASTERS0295 / 74ASTERS0405 / 74ASTERS0406 / 74ASTERS0293 / 74ASTERS2611 / 74ASTERS2642 / 73CPNS0018 / 74ASTERS0362 / 74ASTERS0569 / 74ASTERS1143 / 74ASTERS1144 / 74ASTERS0080 / 74ASTERS0566 / 74ASTERS0363 / 74ASTERS0397 / 74ASTERS0037 / 74ASTERS0039 / 74ASTERS0040 / 74ASTERS0041 / 74ASTERS2354 / 74ASTERS2238 / 74ASTERS0366 / 74ASTERS0304 / 74ASTERS0364 / 74ASTERS0365 / 74ASTERS0375 / 74ASTERS0376 / 74ASTERS0378 / 74ASTERS0379 / 74ASTERS0380 / 74ASTERS0381 / 74ASTERS0382 / 74ASTERS0384 /

Annexe II

			74ASTERS0385 / 74ASTERS0386 / 74ASTERS0387 / 74ASTERS0390 / 74ASTERS0398 / 74ASTERS0564 / 74ASTERS0565 / 74ASTERS0567 / 74ASTERS1837 / 74ASTERS1287 / 74ASTERS1288 / 74ASTERS1615 / 74ASTERS0410 / 74ASTERS2544 / 74ASTERS2545 / 74ASTERS2546 / 74ASTERS2547 / 74ASTERS2564 / 74ASTERS2565 / 74ASTERS2566 / 74ASTERS2573 / 74ASTERS2578 / 74ASTERS2609 / 74ASTERS2580 / 74ASTERS2610 / 74ASTERS0412 / 74ASTERS2608 / 74ASTERS0383 / 74ASTERS3839)
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SRADDET : Réservoirs de biodiversité (ZNIEFF I et ZNIEFF II) 3 corridors écologiques surfaciques
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>ZNIEFF I : Gorges du Chéran (Saint-Sylvestre / Alby-sur-Chéran / Mûres / Héry-sur-Alby / Cusy / Gruffy / Allèves) / Etang et marais de Crosagny, Beaumont et Braille (Saint-Félix) / Zone humide à l'ouest de Blanly (Saint-Félix) / Bas-marais à Choin et prairies humides de chez Metra (Saint-Félix) / Prairies humides et forêts alluviales de la Deysse (Saint-Félix) / Marais du Biollet (Alby-sur-Chéran) / Marais des mièges (Cusy) / Semnoz, versant sud (Gruffy / Allèves) / Semnoz, du crêt des sauts au crêt de l'aigle (Allèves / Gruffy / Viuz-la-Chiésaz) / Marais du Sauget (Viuz-la-Chiésaz) / Marais au hameau de la Chiésaz (Viuz-la-Chiésaz) / Bas-marais à Choin de chez Lavy (Viuz-la-Chiésaz) / Marais de la Mulatière (Saint-Sylvestre)</p> <p>ZNIEFF II : Zones humides du nord de l'Albanais (Saint-Sylvestre / Chapeiry / Alby-sur-Chéran / Mûres / Viuz-la-Chiésaz) / Zones humides du sud de l'Albanais (Alby-sur-Chéran / Saint-Félix / Héry-sur-Alby / Chainaz-les-Frasses / Cusy) / Chainons</p>

			occidentaux des Bauges (Cusy) / Montagne du Semnoz (Viuz-la-Chiésaz / Gruffy / Allèves)
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sites d'intérêt géologique : RHA0325 : Canyon du Chéran au Pont de l'Abîme (Gruffy / Cusy / Allèves) RHA0324 : Paquets glissés de calcaire des Tours Saint-Jacques (Allèves)
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PLUI, suite à la révision allégée n°1 approuvée le 25/05/2023 : 333 espaces boisés classés (1789 Ha)
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PNR Massif des Bauges (Alby-sur-Chéran / Mûres / Viuz-la-Chiésaz / Héry-sur-Alby / Chainaz-les-Frasses / Cusy / Gruffy)

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Jugement MOUILLE et zonage Agricole à Cusy dans une ZNIEFF type 2 « Zones humides du Sud de l'Albanais » / Jugement PIANET à proximité de ZNIEFF de type 2 « Zones humides du Nord de l'Albanais » / Création Nr à proximité de ZNIEFF type 2 « Montagne du Semnoz »
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Jugement PIANET à proximité d'un Espace Boisé Classé
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

6. Auto-évaluation
L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Décembre 2023
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>

Annexe II

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	ANNECY	le,	11 DEC. 2023
Nom	LARDET	Prénom	Frédérique
Qualité	Présidente du Grand Annecy		

Signature



**Grand
Annecy**
AGGLOMÉRATION